

Fenêtre de tir pour la Défense et la sécurité européennes

Denis Simonneau Président d'EuropaNova

Elise Bernard, directrice des Etudes

Gilles Delafon, expert associé

A la veille du sommet de l'OTAN des 3 et 4 décembre, l'Europe vit un alignement de planètes favorable au développement de son autonomie stratégique en matière de sécurité et de défense. Le retrait américain en Syrie et le jeu trouble de la Turquie suscitent de nombreuses questions mais, surtout, provoquent de profondes frustrations au sein de l'Union européenne. Tout à sa volonté de souveraineté européenne, Emmanuel Macron constate ainsi « *la mort cérébrale de l'OTAN* ». Au-delà de l'effet d'annonce et des réactions courroucées qu'il provoque au sein de l'UE, ce commentaire met en exergue le fait qu'un nouvel agenda pour l'Europe s'impose, que la simple opposition entre euro-sceptiques et pro-européens autour des questions de respect de la souveraineté peut être dépassée et que, si elle ne fait rien, l'UE risque de paraître bien dépourvue quand la menace surgira.

En matière de sécurité, la présence de l'Europe dans le quotidien de la justice (avec le mandat d'arrêt européen depuis 2002) et de la police (avec Europol depuis 2010) semble logique, légitime -et efficace- pour bon nombre de citoyens. Il devrait en être de même pour les questions de Défense. Le pavé dans la mare d'Emmanuel Macron s'explique donc d'abord par le constat pertinent des blocages qui entravent encore la Défense européenne, et, ensuite, par la volonté de dégager des priorités.

La première est politique. Au moment où les Etats-Unis se détournent de l'Europe et de son voisinage, où la Turquie ignore ses partenaires, où le Royaume-Uni s'enferme dans un débat stérile sur le Brexit, où les menaces se multiplient et où les citoyens s'interrogent sur l'utilité de l'Union Européenne, il est temps de relancer la politique européenne de sécurité et de défense.

La deuxième est industrielle, pour contribuer à l'autonomie matérielle de la Défense européenne. Continuer à promouvoir plusieurs avions de combat au risque de favoriser les équipements américains n'a pas de sens. Et il en va de même dans bien d'autres cas.

La troisième est opérationnelle pour faire en sorte que sur le terrain, les armées européennes soient mieux intégrées et plus complémentaires.

La quatrième est stratégique car l'Union doit se doter, progressivement, d'une perception commune de ses intérêts stratégiques dans le monde.

Enfin, la cinquième est financière. Au-delà du fonds européen de défense, l'Union Européenne devrait dégager des moyens budgétaires suffisants pour mener sa politique de sécurité et de défense, y compris au bénéfice de la protection de ses frontières (Frontex).

De fait, confrontée à l'insuffisance de sa politique de sécurité et de défense commune, l'Europe de la Défense a connu plus d'avancées ces dix-huit derniers mois que depuis le cuisant échec de la Communauté européenne de défense en 1954. Celles-ci se sont notamment traduites par la mise sur pied de la capacité militaire de planification et de conduite, le lancement du fonds européen de défense et bien évidemment, le lancement de la coopération structurée permanente. Sur cette question, ses membres, en quête de sécurité, n'ont jamais été aussi unis.

Pour reprendre les termes d'Elmar Brock, l'ancien président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement Européen, « *Nous avons accompli plus en douze mois qu'en douze ans* ». Par ailleurs, la sortie du Royaume-Uni de l'Union ne va pas forcément handicaper la construction en cours, elle pourrait même l'accélérer. D'abord parce que les Britanniques ne pourront davantage la freiner mais également parce qu'ils souhaitent rester au sein de la PESC. Demeurer membre associé, permettra en effet au Royaume-Uni de garder un lien fort avec l'Union, très précieux en termes de sécurité et d'échange d'informations. Acteur important au regard de son potentiel militaire, le Royaume-Uni gardera ainsi cette place entre le vieux et le nouveau continent.

Au-delà des querelles sémantiques sur l'état de l'OTAN, l'heure est donc à plus de clarté sur nos besoins et sur nos objectifs précis. Les rendez-vous vont se succéder, du prochain sommet de l'OTAN à la Conférence sur l'avenir de l'Europe de 2020 ; ils ne doivent pas être manqués. C'est de cette fenêtre de tir que l'Union doit profiter, pour affirmer clairement sa volonté en termes de souveraineté stratégique, technologique, opérationnelle ou financière et donc d'autonomie géopolitique, comme le souhaite la nouvelle Présidente de la Commission Européenne.